



## Assemblée générale

Distr.  
GENERALE

A/42/620  
6 octobre 1987  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-deuxième session  
Point 10 de l'ordre du jour

### RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL SUR L'ACTIVITE DE L'ORGANISATION

Lettre datée du 30 septembre 1987, adressée au Secrétaire général  
par les représentants permanents de la Colombie, du Danemark,  
du Luxembourg, de la République-Unie de Tanzanie et de Singapour  
auprès de l'Organisation des Nations Unies

Nous avons l'honneur de vous transmettre ci-joint le texte du résumé du rapport final adopté en août 1987 par un groupe de travail international chargé par l'Association des Etats-Unis pour les Nations Unies d'étudier les moyens de renforcer l'Organisation des Nations Unies. Le rapport est intitulé : "Vue prospective sur l'ONU de demain" (voir annexe).

Sans prétendre porter ici un jugement de valeur sur le rapport du Groupe de travail résumé dans le document ci-joint, nous estimons qu'il représente une contribution utile au débat en cours sur la réforme de l'Organisation; à notre avis, ces réflexions méritent d'être portées à l'attention de toute la communauté des Nations Unies.

Nous vous serions donc très obligés de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 10 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,

Mission permanente de la Colombie auprès  
de l'Organisation des Nations Unies,

(Signé) Enrique PEÑALOSA

L'Ambassadeur,

Mission permanente du Danemark auprès  
de l'Organisation des Nations Unies,

(Signé) Ole BIERRING

L'Ambassadeur,

Mission permanente du Luxembourg auprès  
de l'Organisation des Nations Unies,

(Signé) Jean FEYDER

L'Ambassadeur,

Mission permanente de la République-Unie  
de Tanzanie auprès de l'Organisation  
des Nations Unies,

(Signé) Wilbert KUMALIJA CHAGULA

L'Ambassadeur,

Mission permanente de la République de Singapour  
auprès de l'Organisation des Nations Unies,

(Signé) Kishore MAHBUBANI

ANNEXE

Etude de la gestion et de la prise des décisions à  
l'Organisation des Nations Unies : Vue prospective  
sur l'ONU de demain

Rapport final, daté de septembre 1987, du Groupe de travail  
international réuni sous l'égide de l'Association des  
Etats-Unis pour les Nations Unies

Présentation du projet

1. L'étude de la gestion et de la prise des décisions à l'Organisation des Nations Unies est un projet de recherche d'une durée de deux ans, organisé par l'Association des Etats-Unis pour les Nations Unies afin de contribuer à renforcer l'efficacité de l'ONU et des organismes qui lui sont directement reliés en présentant une critique constructive de la gestion, de la direction et du rôle de l'organisation mondiale. Financé par la Fondation Ford, ce projet porte sur les moyens d'améliorer le fonctionnement de l'ONU en un temps marqué par une interdépendance toujours plus étroite et où des efforts toujours plus grands sont attendus de l'organisation mondiale.
2. Le projet comporte deux parties. Il a pour élément central un groupe de travail international de haut niveau, composé de 23 membres, qui réunit des personnalités ayant exercé de hautes responsabilités politiques, et d'autres possédant d'éminentes qualités d'administrateur. Ce groupe de travail publiera, en 1987, un rapport final établissant, à l'intention de l'ONU, des principes de base, des priorités et un programme réalisable d'ici à l'an 2000 et proposant des réformes à apporter aux structures, aux méthodes et à la gestion de l'Organisation pour que ce programme puisse être exécuté. Un rapport préliminaire, intitulé "United Nations leadership : the roles of the Secretary General and the Member States" (Les dirigeants de l'Organisation des Nations Unies : rôles respectifs du Secrétaire général et des Etats Membres) a été publié au début de décembre 1986.
3. En second lieu, outre les réunions et les rapports du Groupe de travail, l'équipe chargée du projet rédigera diverses études en 1986 et 1987. Ces documents serviront de base aux débats du Groupe de travail et, à l'extérieur, de sources d'informations et de réflexion pour les dirigeants et responsables, tant aux Etats-Unis d'Amérique que dans d'autres pays. Comme tous les autres documents qui seront établis par les membres de l'équipe au cours des prochains mois, la présente étude reflète les vues de son auteur. Avant d'être publiée, elle a été examinée par les membres du Groupe de travail, mais ne traduit pas nécessairement les vues de l'ensemble du Groupe ni la position de tel ou tel de ses membres.

Groupe de travail international

Etude de la gestion et de la prise des décisions  
à l'Organisation des Nations Unies

Elliot L. Richardson (Président)

Président de l'Association des Etats-Unis pour les Nations Unies

Ancien Secrétaire au commerce

Ancien Ministre de la justice

Ancien Secrétaire à la défense

Ancien Secrétaire à la santé, à l'éducation et aux affaires sociales

Andres Aguilar Mawdsley

Représentant permanent du Venezuela auprès de l'Organisation des Nations Unies

Ancien Ambassadeur du Venezuela à Washington

Otto Borch

Ambassadeur du Danemark auprès de l'OTAN

Ancien Ambassadeur du Danemark à Washington

Ancien Représentant permanent du Danemark auprès de l'Organisation des Nations Unies

Andrew F. Brimmer

Président de la société Brimmer and Company

Ancien Gouverneur du Système fédéral de réserve

Enrique V. Iglesias

Ministre des relations extérieures de l'Uruguay

Nancy L. Kassebaum, Sénateur des Etats-Unis

Le Prince Sadruddin Aga Khan

Ancien Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés

T. T. B. Koh

Ambassadeur de Singapour à Washington

Ancien Représentant permanent de Singapour auprès de l'Organisation des Nations Unies

K. B. Lall

Président de l'Indian Council for Research on International Economic Relations

Ancien Ambassadeur de l'Inde auprès des Communautés européennes (Bruxelles et Luxembourg)

Ancien Représentant permanent de l'Inde auprès de la CNUCED et du GATT

Jacques Leprette

Ancien Représentant permanent de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies

Ancien Ambassadeur de France auprès de la Communauté économique européenne

Robert S. McNamara  
Ancien Président de la Banque mondiale  
Ancien Secrétaire à la défense des Etats-Unis d'Amérique

Frederic V. Malek  
Président de la société Marriott Hotels and Resorts  
Ancien Directeur adjoint du Bureau de la gestion et du budget de l'Administration  
fédérale des Etats-Unis

Le Général Olusegun Obasanjo  
Ancien Président du Nigéria

Philip A. Odeen  
Regional Managing Partner, Management Consulting Services, Coopers & Lybrand  
Ancien Premier Sous-Secrétaire à la défense des Etats-Unis

Sadako Ogata  
Professeur à l'Université Sophia (Tokyo)  
Ancien Ministre plénipotentiaire, Mission du Japon auprès de l'Organisation des  
Nations Unies

Paul H. O'Neill  
Président-Directeur général d'ALCOA  
Ancien Directeur adjoint du Bureau de la gestion et du budget de l'Administration  
fédérale des Etats-Unis

Olara A. Otunnu  
Ancien Ministre des affaires étrangères de l'Ouganda  
Ancien Représentant permanent de l'Ouganda auprès de l'Organisation des  
Nations Unies

Mohamed Sahnoun  
Ambassadeur d'Algérie à Washington  
Ancien Représentant permanent de l'Algérie auprès de l'Organisation des  
Nations Unies  
Ancien Ambassadeur d'Algérie à Paris et à Bonn

Salim A. Salim  
Vice-Premier Ministre et Ministre de la défense et du service national de la  
République-Unie de Tanzanie  
Ancien Représentant permanent de la République-Unie de Tanzanie auprès de  
l'Organisation des Nations Unies  
Ancien Président de l'Assemblée générale des Nations Unies

Helmut Schmidt  
Ancien Chancelier de la République fédérale d'Allemagne

Brian Urquhart  
Directeur de recherche à la Fondation Ford  
Ancien Secrétaire général adjoint aux affaires politiques spéciales (ONU)

Cyrus R. Vance

Senior Partner, Simpson, Thacher et Bartlett

Ancien Secrétaire d'Etat des Etats-Unis

Ces personnalités participent au Groupe de travail à titre individuel. Les conclusions et recommandations qui figurent dans le présent rapport et dans les autres publications consacrées au projet ne traduisent pas nécessairement les vues ou positions de tel ou tel pays ou groupe de pays.

## RESUME\*

1. Les crises ont souvent pour effet de déclencher dans les organisations une remise en cause des objectifs, des stratégies et des programmes. L'objet de la présente étude est de faire en sorte que la crise aiguë dont souffre actuellement l'Organisation des Nations Unies débouche sur une définition plus précise de ses objectifs, une utilisation plus efficace de ses moyens et une revigoration de son mandat.
2. Comme d'autres organisations internationales, l'ONU se trouve aujourd'hui placée devant un paradoxe. D'un côté, le fossé n'a jamais été aussi grand entre la souveraineté juridique et politique des Etats et l'exercice concret de cette souveraineté dans des domaines tels que la qualité de l'air, la sûreté des sources d'énergie, l'emploi, la protection contre les risques de guerre nucléaire, etc. Or, alors même que ce décalage semble appeler et même exiger des solutions internationales, très peu de mesures novatrices ont en fait été prises pour doter l'appareil international dont nous disposons des moyens d'action nécessaires. Certains des rouages du système font actuellement l'objet d'une modernisation prudente et limitée. Au centre du système, toutefois, on doute beaucoup que l'ONU soit à même de trouver aujourd'hui des solutions efficaces à la plupart des problèmes mondiaux.
3. Ce scepticisme procède de nombreux facteurs, parmi lesquels on peut citer l'inefficacité de l'Organisation dans le domaine de la sécurité et le sentiment de frustration qui en résulte, les exemples fréquents de son incapacité de contribuer utilement à la solution de maints problèmes mondiaux sortant du domaine traditionnel de la sécurité, les carences de sa gestion et de ses programmes d'information et le niveau hiérarchique trop faible de nombre de représentants siégeant dans les principaux organes intergouvernementaux, en particulier dans le secteur économique et social.
4. Le scepticisme ambiant n'a donc rien de surprenant, mais on ne saurait dire qu'il rend vraiment justice aux résultats de l'Organisation et reflète les facteurs qui les influencent. L'ONU a souvent rendu des services inappréciables à ses membres et à la communauté internationale : elle a oeuvré pour la décolonisation, est intervenue pour maintenir ou rétablir la paix, a pris la défense des droits de l'homme, fourni une aide aux réfugiés, développé le droit international, stimulé les initiatives collectives pour résoudre des problèmes communs touchant à l'environnement, à la population, au manque de ressources, etc.
5. Le bilan est donc impressionnant, mais nombre de ces réalisations remontent à une époque où l'ONU était plus qu'aujourd'hui le moteur de l'action collective face aux problèmes mondiaux. Plusieurs diagnostics ont été avancés pour expliquer cette

---

\* Le système des Nations Unies compte plus de 24 organisations ayant des liens de dépendance plus ou moins étroits avec celle qui en constitue le centre : l'Organisation des Nations Unies proprement dite. C'est à celle-ci que s'intéresse la présente étude, c'est-à-dire aux programmes compris dans le budget ordinaire de l'Organisation et à tous ceux qui, bien que financés par des contributions volontaires, relèvent de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social.

marginalisation croissante : carences de gestion inhérentes à la structure des effectifs et aux coutumes de l'institution; manque de prestige intellectuel; absence de volonté politique; politisation excessive. Le Groupe a examiné chacune de ces causes, mais aucune ne lui a paru pleinement convaincante. A son avis, la situation actuelle de l'Organisation est davantage imputable à deux problèmes plus fondamentaux, à savoir l'ambiguïté de son rôle spécifique au niveau mondial et le fait qu'elle n'ait pas remis ce rôle en question alors que la situation mondiale évoluait.

6. Alors que le XXe siècle tire à sa fin, le Groupe estime que le rôle de l'ONU est déterminé par deux facteurs antagoniques : les causes et les effets de la plupart des grands problèmes qui se posent aux gouvernements ont un caractère international mais les solutions continuent de relever de l'autorité des Etats. Cette tension entre possibilités d'action et limites à l'action dicte la conduite à suivre : il faut, pour promouvoir la coopération internationale, concilier une évaluation froidement objective des intérêts nationaux et la prise de conscience d'objectifs communs impératifs.

7. Or le mécanisme international - dont l'ONU est théoriquement le centre - n'est pas actuellement à même de s'acquitter de cette mission, en raison de défauts structurels et de failles dans les postulats qui définissent son activité. La présente étude vise à y remédier en proposant, pour l'Organisation, une nouvelle vision des choses construite autour de trois idées-forces :

#### I. IL FAUT ETABLIR UN LIEN ENTRE FONCTIONS ET STRUCTURES

- 1) L'Organisation des Nations Unies devrait recenser les intérêts communs à tous ses membres;
- 2) Elle devrait transformer ces intérêts communs en points de vue communs;
- 3) Elle devrait tenter de transformer ces points de vue communs en une forme active de coopération.

8. Cette formule a valu à l'ONU ses plus beaux succès, mais elle reste l'exception plutôt que la règle. Il est indispensable de mieux définir le rôle de l'Organisation dans l'ensemble du système des Nations Unies et de la doter d'une nouvelle structure, en particulier dans le secteur économique et social.

#### A. Rôle d'observatoire mondial

9. Pour recenser les questions sur lesquelles les intérêts convergent, l'Organisation a besoin de deux éléments : a) un cadre qui permette de déceler dès leur apparition les problèmes ayant une portée mondiale immédiate, à l'aide d'un organe restreint de haut niveau qui alerte la communauté internationale en indiquant les incidences de ces problèmes sur les choix à opérer aux niveaux national et international et sur les conditions de vie de l'humanité; b) un personnel capable de réunir et de présenter sous une forme exploitable des renseignements sur les problèmes qui auront été ainsi décelés, d'examiner systématiquement leurs incidences nationales et internationales sur la sécurité et les conditions de vie, et d'identifier les cas où les intérêts se rejoignent, autorisant certaines perspectives d'accord.



## B. Formation d'un consensus

10. Il est indispensable que l'ONU adopte une approche plus systématique de la recherche du consensus, en y intégrant les éléments ci-après :

a) Parties intéressées : il est plus facile de parvenir à une communauté d'intérêts et d'entreprendre une action collective lorsque les pays le plus directement intéressés sont seuls admis à participer aux négociations et aux décisions;

b) Equité-sécurité : il existe des liens de plus en plus étroits entre l'équité économique et la sécurité au sens le plus large (sécurité de l'espèce humaine), ce que devront refléter à l'avenir les recherches de consensus, notamment dans les domaines où s'entrecroisent des préoccupations d'ordre économique, technique et écologique;

c) Diplomatie représentative : pour accélérer les consultations, réduire au minimum les délais de procédure, notamment de procédure parlementaire, et assurer une participation de haut niveau, les problèmes justifiant une surveillance mondiale devraient être confiés non pas à des organes pléniers, mais à un organe restreint qui serait cependant représentatif de tous les Etats Membres de l'Organisation dans la mesure où il serait composé de pays choisis par roulement.

## C. Passage du consensus à l'action collective

11. Pour mieux avoir prise sur les problèmes internationaux - ce qui est de plus en plus indispensable - l'ONU devra désormais s'occuper elle-même plus directement de définir et de mettre au point des mécanismes de coopération spécifiques et, à l'occasion, aller jusqu'à mettre en place les moyens logistiques requis.

## II. RENFORCEMENT DES STRUCTURES

12. Le Groupe a longuement étudié les carences des structures actuelles de l'ONU dans le domaine économique et social, parmi lesquelles un niveau de représentation généralement faible, des chevauchements entre l'Assemblée générale, le Conseil économique et social et la CNUCED, un prestige intellectuel insuffisant, l'absence de tout système permettant de déceler les problèmes mondiaux dès leur apparition, et enfin les faiblesses des moyens de coordination et de planification concertée dont dispose le système des Nations Unies. Il faut manifestement des réformes institutionnelles, mais il importe de trouver un juste milieu entre ce qui peut être souhaitable à terme et le genre de mesures constructives et pratiques que les Etats Membres pourraient entreprendre immédiatement. Le Groupe a donc fait les recommandations ci-après.

### A. Conseil ministériel

13. Il faudrait créer un conseil ministériel restreint de 25 Etats au maximum, qui relèverait du Conseil économique et social et servirait de centre de haut niveau pour les consultations liées au rôle d'observatoire mondial envisagé pour l'ONU. Le Conseil serait composé de représentants ayant l'ancienneté et les compétences voulues pour lui permettre de mener utilement des consultations, de publier des

communiqués et d'entreprendre ou proposer des actions spéciales touchant les questions considérées d'un commun accord comme appelant une intervention internationale plus soutenue.

a) Fonctions : i) observatoire mondial - consultations de haut niveau et échanges de vues sur tout problème international majeur ne relevant pas de la compétence du Conseil de sécurité; ii) recherche du consensus - le Conseil, en créant des groupes de travail spéciaux réunissant les pays le plus directement concernés, constituerait des pôles d'intérêt pour les questions dont il est saisi; iii) passage des accords aux actes - lorsqu'il y aurait lieu, le Conseil proposerait des actions qui seraient menées par l'ONU elle-même ou sous son égide (l'autorisation de l'Assemblée générale serait nécessaire), par d'autres institutions internationales ou par des Etats Membres de l'Organisation;

b) Domaine d'activité : le Conseil pourrait se saisir de toute question ayant des incidences immédiates ou clairement prévisibles sur la sécurité et le bien-être de l'humanité et ne relevant pas de la compétence du Conseil de sécurité, par exemple de questions intéressant les catastrophes naturelles, la biosphère, les problèmes propres aux pays les moins avancés, l'endettement international, la lutte contre la maladie, les fuites illégales de capitaux, le trafic international des stupéfiants, les mouvements de population d'un pays à l'autre, le surpeuplement urbain, etc;

c) Composition et procédure : il y aurait, parmi les 25 membres, un noyau de membres permanents représentant les principaux pays développés et pays en développement, et un nombre plus élevé de membres siégeant par roulement (les critères à retenir pour déterminer quels seraient les membres "permanents" et les membres "siégeant par roulement" pourraient être la population et l'importance économique); il faudrait que les Etats se fassent représenter à un haut niveau, par des ministres ou de hauts fonctionnaires des ministères le plus directement intéressés à la question étudiée; le Conseil siégerait en tant que de besoin, et normalement de un à trois jours; toutes ses décisions seraient prises par consensus;

d) Appui : l'appui serait assuré par un bureau de l'observatoire mondial qui ferait partie du Département des affaires économiques et sociales internationales de l'ONU. Le Bureau ferait largement appel à des réseaux de données électroniques et informatisées comme le Plan Vigie du PNUE et utiliserait les ressources du Département des affaires économiques et sociales internationales; il constituerait, tiendrait à jour, suivrait et exploiterait une base mondiale de données sur chacune des questions inscrites par le Conseil à son ordre du jour "Sécurité humaine";

e) Place dans l'organigramme : à terme, le Conseil ministériel devrait formellement trouver sa place dans la Charte des Nations Unies, mais pour l'immédiat il devrait être rattaché au Conseil économique et social, tout en rendant compte une fois par an directement à l'Assemblée générale, en même temps que le Conseil;

f) Pourquoi créer un nouvel organe? : les organes actuels de l'ONU ne sont pas à même de traiter, avec l'autorité et l'efficacité requises, des problèmes urgents intéressant la sécurité et le bien-être de l'humanité. Les Deuxième et Troisième Commissions de l'Assemblée générale et le Conseil économique et social

comptent trop de membres - souvent d'ailleurs relativement subalternes - et ont un ordre du jour trop vaste pour s'attaquer à une tâche aussi importante avec toute l'autorité voulue.

B. Passage en deux temps à un système des Nations Unies mieux intégré

14. Pourquoi faut-il un système mieux intégré? Il est indispensable, si l'on veut recenser et analyser les questions décrites plus haut et proposer des solutions, de créer un mécanisme de conception bien intégrée qui puisse faire appel de manière coordonnée aux compétences spécialisées des institutions économiques et sociales des Nations Unies. La plupart des problèmes qui appellent une intervention internationale relèvent en fait de plusieurs institutions et programmes des Nations Unies. OR, IL N'Y A PAS VRAIMENT DE CENTRE AU CENTRE DU SYSTEME DES NATIONS UNIES et l'on ne peut donc mettre à contribution le vaste potentiel d'analyse interdisciplinaire qu'offre le système pour identifier les problèmes mondiaux où il y a convergence des intérêts nationaux et qui se prêtent à une coopération de haut niveau.

15. La méthode en deux temps : le Groupe recommande de créer une commission unique, composée des directeurs généraux de toutes les grandes institutions à vocation économique et sociale, qui aurait pour tâche de concevoir, grâce à une programmation commune, des solutions concertées aux problèmes mondiaux et de travailler à un budget global pour l'ensemble du système des Nations Unies. Mais l'ampleur des réformes constitutionnelles, structurelles et budgétaires en jeu fait que cette commission ne saurait être créée dans l'immédiat. Le Groupe voit donc dans la commission un objectif à moyen terme vers lequel devra tendre le système des Nations Unies. Pour l'immédiat, il envisage une commission dont le rôle serait uniquement consultatif.

1. Premier temps - la Commission consultative des Nations Unies

a) Composition : La Commission consultative se composerait de cinq personnalités choisies par le Secrétaire général pour leurs compétences internationalement reconnues en matière économique et sociale;

b) Fonctions : La Commission consultative signalerait dès leur apparition les problèmes mondiaux ou régionaux touchant au domaine d'activité de plusieurs institutions. Après consultations avec les chefs des secrétariats de ces institutions, elle proposerait une approche commune de ces problèmes. Elle soumettrait aussi des propositions au Conseil ministériel en suggérant des mesures que les Etats Membres ou les institutions internationales pourraient prendre au sujet de ces problèmes "pluridisciplinaires". Elle étudierait régulièrement les grands axes des programmes d'action économique et sociale, compte tenu de l'évolution globale. Enfin, elle préparerait l'ordre du jour, et le suivi des décisions, des réunions annuelles au sommet du système des Nations Unies (proposition du Groupe des Dix-Huit adoptée en décembre dernier) et participerait à ces sommets au même titre que les chefs des secrétariats des institutions spécialisées;

c) Appui : Le service de la Commission consultative serait assuré par un secrétariat interorganisations restreint dont les membres seraient détachés des principales institutions économiques et sociales des Nations Unies.

## 2. Deuxième temps - la Commission des Nations Unies

a) **Composition** : La Commission comprendrait 15 à 18 commissaires, dont les directeurs généraux des principales institutions spécialisées et des organismes de Bretton Woods. Le choix des commissaires serait proposé par le Conseil ministériel et confirmé par l'Assemblée générale, étant entendu que la procédure de nomination des chefs de secrétariat du FMI, de la Banque mondiale et du GATT ne serait pas modifiée;

b) **Fonctions** : La Commission aurait les mêmes fonctions que la Commission consultative; de plus, elle préparerait et soumettrait à l'Assemblée générale, pour approbation, un budget-programme unique pour le système des Nations Unies, établi à partir des projets de budget-programme de chacune des institutions participantes (sauf le FMI, la Banque mondiale et le GATT);

c) **Appui** : La Commission aurait son propre budget et, tout comme le Conseil ministériel, ferait appel au Département des affaires économiques et sociales internationales pour son appui fonctionnel.

### III. CONSEIL D'ASSISTANCE AU DEVELOPPEMENT

16. Pour améliorer l'action d'assistance au développement menée par les Nations Unies, lui donner plus de cohésion et réduire les doubles emplois, les Conseils d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, du Programme alimentaire mondial et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance devraient être remplacés par un organe unique, le Conseil d'assistance au développement. Le Conseil aurait la haute main sur toutes les propositions de programme et procéderait, avant le début de toute campagne d'appel de fonds, à des tours d'horizon qui lui permettraient d'agir sur l'ampleur et le contenu d'ensemble des programmes de travail. Le Conseil serait chargé aussi de concevoir un cadre théorique pour l'action d'assistance au développement menée par les Nations Unies, de manière à parvenir graduellement aux spécialisations voulues.

### IV. SUPPRESSION DES DEUXIEME ET TROISIEME COMMISSIONS; TRANSFORMATION DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL EN UN ORGANE PLENIER

17. L'ordre du jour et les débats du Conseil économique et social et des commissions de l'Assemblée générale à vocation économique et sociale (les Deuxième et Troisième Commissions) font presque intégralement double emploi; pour mettre fin à cet état de choses et au gaspillage de ressources humaines précieuses qui en résulte, il faudrait supprimer les Deuxième et Troisième Commissions de l'Assemblée générale et confier leurs fonctions au Conseil économique et social, qui deviendrait organe plénier et serait renforcé par des réformes de structure et de procédure, notamment par la création d'un comité des rapports et de l'ordre du jour.

## V. FUSION DE LA COMMISSION POLITIQUE SPECIALE ET DE LA QUATRIEME COMMISSION

18. L'ordre du jour et les attributions de la Quatrième Commission se réduisent à mesure que le mouvement mondial de décolonisation approche de son terme; sur bien des points importants, cet ordre du jour fait double emploi avec celui de la Commission politique spéciale; enfin, le Secrétaire général a récemment décidé de combiner les secrétariats chargés des questions politiques spéciales, de la coopération régionale, de la décolonisation et de la tutelle, ainsi que du Conseil des Nations pour la Namibie, en un seul département; pour toutes ces raisons, il faudrait combiner la Commission politique spéciale et la Quatrième Commission. La nouvelle commission serait intitulée "Commission des territoires non autonomes et des questions politiques spéciales".

## VI. FUSION DU DEPARTEMENT DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET SOCIALES INTERNATIONALES ET DU BUREAU DU DIRECTEUR GENERAL AU DEVELOPPEMENT ET A LA COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

19. Pour permettre de mieux identifier, étudier et traiter les problèmes économiques et sociaux interdépendants dont s'occupent les Nations Unies, ces deux grands services économiques et sociaux devraient être fondus en un seul département, qui aurait à sa tête le Directeur général. Ce département élargi serait restructuré sur une base pluridisciplinaire; il aurait pour fonctions d'appuyer l'action du Conseil ministériel et de la Commission consultative; il lui faudra des ressources humaines et des moyens de traitement et de suivi des données pour chacun des grands domaines économiques et sociaux dont s'occupe le système des Nations Unies.

## VII. PAIX ET SECURITE

20. Le Groupe est persuadé que les lacunes de l'ONU dans le domaine de la paix et de la sécurité sont dues à l'état actuel des relations internationales plutôt qu'à des carences de gestion ou de structure. Alors qu'une profonde réforme de structure est envisageable en matière sociale, économique et humanitaire, elle ne semble guère possible pour les mécanismes de paix et de sécurité de l'ONU. Il faut plutôt, si l'on veut rendre l'Organisation plus efficace dans ce domaine, s'attacher à la recherche du consensus, à des mesures pratiques d'application et au choix de tâches dont l'ONU soit comparativement mieux à même de s'acquitter. Il faudra pour cela revoir en partie les priorités, les stratégies, les objectifs et les orientations, selon les grandes lignes développées dans le rapport. Voici certaines des mesures précises recommandées par le Groupe :

a) Collaboration plus étroite avec les organismes régionaux : les secrétaires généraux de l'ONU et des organisations régionales ainsi que leurs adjoints devraient échanger régulièrement des informations sur les conflits naissants qui risquent de menacer la paix et la sécurité internationales, discuter le cas échéant des mesures à prendre de concert et étudier les problèmes communs d'appui financier, logistique et politique;

b) **Equipes multilatérales d'inspection : la réduction des armements, du fait qu'elle implique des risques de sécurité plus élevés que les mesures traditionnelles de limitation des armements, exige une vérification approfondie, fiable et impartiale qui dépasse souvent les moyens techniques nationaux, fondés essentiellement sur l'emploi de satellites. S'agissant de la production ou du stockage d'armes, la détection par satellite ne suffit manifestement pas et l'inspection sur place par l'adversaire est généralement jugée inacceptable. Il devrait y avoir des cas où l'ONU pourrait fournir des équipes multilatérales d'inspection constituées de ressortissants d'un groupe politiquement équilibré de pays : c'est donc une tierce partie qui procéderait aux inspections et qui rendrait compte;**

c) **Groupes spéciaux de suivi de l'exécution : on pourrait créer, sous l'égide du Conseil de sécurité, des groupes spéciaux qui suivraient la façon dont les accords multilatéraux sont respectés et les questions soulevées dans les rapports des équipes multilatérales d'inspection. Ces groupes, après avoir étudié les cas signalés de pratiques douteuses ou de violations, pourraient provoquer des consultations entre les parties et renvoyer les cas de manquement caractérisés au Conseil de sécurité lui-même.**

#### VIII. LE SECRETAIRE GENERAL

21. **Lorsqu'ils sont appelés à élire le secrétaire général, le plus important des fonctionnaires internationaux, les Etats Membres ont le devoir de choisir une personnalité qui ait les qualités de chef, l'intégrité, la hauteur de vues et les qualités intellectuelles qu'exige cette fonction astreignante entre toutes.**

22. **Il appartient au Secrétaire général de défendre jalousement ses attributions et prérogatives de plus haut fonctionnaire de l'Organisation, en sachant que les responsabilités qu'il tient de la Charte font de lui un décideur plutôt qu'un gestionnaire.**

23. **Le Secrétaire général devrait déléguer expressément et formellement ses pouvoirs de décision à des personnalités compétentes dans les domaines suivants : a) planification et mise au point du budget-programme; b) politique financière et administrative, plus particulièrement en matière de personnel; c) coordination des activités interdépendantes de l'ONU et du système des Nations Unies.**

24. **Pour assurer une structure administrative cohérente et de dimensions raisonnables, il faudrait que la responsabilité des activités des départements financés sur le budget ordinaire de l'ONU soit coordonnée au sein d'un cabinet restreint présidé par le Secrétaire général et comptant parmi ses membres le Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion et le Directeur général.**

25. **A compter de la prochaine élection, le Secrétaire général devrait être élu pour sept ans au maximum, et ne pas être rééligible.**

-----

## ANNEXE

Le terrorisme libyen

La rhétorique libyenne ne saurait justifier ni dissimuler la réalité du terrorisme libyen, qui fait partie intégrante de la politique étrangère de la Libye. Les faits démentent les protestations d'innocence de la Libye, et les faits sont irréfutables.

En 1980, le Gouvernement libyen a lancé une campagne de terrorisme pour assassiner des exilés opposants à Kadhafi. Voici quelques déclarations officielles libyennes, citées parmi d'autres :

- En février 1983, le Congrès général du peuple a averti tous les Libyens en exil que, s'ils ne retournaient pas dans leur pays, ils auraient à affronter "la colère du peuple libyen".
- En février 1984, les comités révolutionnaires libyens ont annoncé que tous les Libyens en exil devaient rentrer en Libye ou risquer "la peine de mort".
- En juin 1984, Jana, l'agence de presse libyenne officielle, annonçait que : "Les masses libyennes ont décidé de constituer des commandos-suicides pour donner la chasse aux traîtres et à la vermine, où qu'ils soient, et les liquider physiquement."

Depuis 1980, les attentats terroristes lancés contre les dissidents libyens exilés en Egypte, en France, en Grèce, en Allemagne fédérale, à Chypre, en Italie, en Autriche, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis ont provoqué la mort de plus de 20 étudiants, hommes d'affaires et anciens diplomates libyens. Cette politique d'attentats contre les dissidents libyens continue. En mai de cette année, deux ressortissants libyens ont attaqué et blessé l'ancien Ambassadeur de Libye en Autriche. Poursuivi par la police, l'un des assaillants a été pris immédiatement. L'autre a trouvé refuge au Bureau populaire libyen à Vienne qui l'a libéré 48 heures plus tard. Il s'est avéré que les deux assaillants étaient membres des services de renseignement libyens. En juin, des ressortissants libyens ont abattu un dissident libyen dans les rues de Rome et ont été arrêtés immédiatement.

Non seulement le colonel Kadhafi combat les dissidents libyens avec brutalité, mais il est l'un des architectes du terrorisme d'Etat moderne. Ses propres paroles le condamnent. En voici d'ailleurs quelques exemples :

- En juin 1984, Kadhafi a déclaré devant un public libyen : "Nous sommes capables d'exporter le terrorisme au coeur de l'Amérique."
- En mars 1985, il a donné pour instruction à ses disciples de "faire le sacrifice de leur vie, ne serait-ce que pour mortifier l'Amérique" et appelé à l'action violente contre les Etats-Unis. Il a également exhorté des guérillas à lancer des "missions-suicides" organisées pour renverser les gouvernements modérés du Moyen-Orient.

- Dans un discours de septembre 1985, Kadhafi a déclaré : "Nous avons le droit de combattre l'Amérique et nous avons le droit d'y exporter le terrorisme."
- Le 2 janvier 1986, il a menacé, lors d'une conférence de presse, de "traquer les citoyens américains dans leur pays, jusque dans leurs rues" si les Etats-Unis prenaient des mesures pour riposter à la participation libyenne aux attaques terroristes des aéroports de Rome et de Vienne.
- Une semaine plus tard, il déclarait que la Libye allait entraîner, armer et protéger des guérilleros arabes en vue de "missions-suicides et terroristes".
- Le 24 mars 1986, il proclamait : "Ce n'est pas le moment de parler; c'est le moment de l'affrontement et de la guerre."

Les meurtres et les attentats à la bombe qui ont caractérisé la politique étrangère libyenne ces huit dernières années visaient des personnalités en vue ou de simples citoyens, des présidents, des diplomates, des journalistes, des touristes, des étudiants et même des enfants. Des attaques organisées sous l'égide de la Libye, notamment des attaques perpétrées par des groupes terroristes entraînés et financés par elle, ont eu lieu dans des pays voisins, en Amérique, au Moyen-Orient, en Europe occidentale, en Amérique latine, dans les Caraïbes et dans des pays du Pacifique sud.

Les Etats-Unis possèdent des preuves concluantes de la responsabilité de la Libye dans les incidents terroristes qui ont précédé l'attaque aérienne américaine du 15 avril 1986, notamment d'une participation libyenne à l'attentat à la bombe contre la discothèque La Belle à Berlin-Ouest.

Les renseignements concernant cet attentat, d'abord classés secrets puis rendus publics par la Maison blanche après l'attaque aérienne américaine, ont été jugés convaincants par tous ceux qui y ont eu accès, y compris des gouvernements étrangers. Selon ces renseignements, dans la soirée du 4 avril (heure de Berlin), le Bureau populaire libyen de Berlin-Est a prévenu Tripoli (Libye) qu'un attentat aurait lieu le 5 avril. La bombe posée à la discothèque La Belle a explosé le 5 avril à 1 h 30 du matin, après quoi le Bureau populaire libyen de Berlin-Est a annoncé à Tripoli que l'"opération" avait réussi et que la participation libyenne n'avait pas été découverte.

L'attaque militaire américaine contre les objectifs terroristes en Libye, le 15 avril 1986, était un acte nécessaire et mesuré de légitime défense tout à fait compatible avec l'Article 51 de la Charte des Nations Unies. Cette attaque avait pour but de mettre la Libye hors d'état d'entreprendre des actes terroristes et de l'en dissuader pour l'avenir. Toutes les précautions avaient été prises pour éviter de faire des victimes dans la population civile et pour limiter les dégâts concomitants. La décision n'a été prise qu'après de longs et multiples efforts pour décourager les attaques terroristes libyennes contre les Etats-Unis.



Lorsqu'elle prétend que l'attaque militaire américaine était une forme de terrorisme, la Libye se livre à une propagande injustifiée destinée à masquer le terrorisme bien réel déclenché par le colonel Kadhafi et son régime. Cette assertion est parfaitement illogique. Autant dire que ce sont ceux qui combattent le crime qui sont les criminels. Le véritable problème est que la Libye a ouvertement et impudemment recours à la force en violation du paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte des Nations Unies.

Kadhafi doit comprendre que la communauté internationale prend au sérieux la lutte contre le terrorisme et le tiendra responsable des attaques qu'il cautionne. De nombreuses nations ont récemment rompu les relations diplomatiques avec la Libye à cause de ses actes de terrorisme et de subversion. Tous les participants à la communauté européenne et au sommet de Tokyo sont convenus qu'ils ne pouvaient avoir des relations normales avec un Etat qui se fait le champion du terrorisme. Ils sont également convenus qu'il fallait continuer à décourager et prévenir de futures attaques terroristes.

La Libye a mérité son isolement actuel dans la communauté internationale.

#### Quelques exemples de terrorisme libyen

La liste chronologique d'incidents terroristes présentée ci-après ne se veut pas exhaustive mais illustre la participation de la Libye à des actes de terrorisme et de subversion et le soutien qu'elle accorde aux groupes terroristes.

#### 1986

- |           |  |
|-----------|--|
| Octobre   | Dans un entretien télévisé, Kadhafi déclare ouvertement soutenir l'Armée républicaine irlandaise (IRA). Selon la presse, les services de sécurité du Royaume-Uni le soupçonnent d'avoir, au cours de l'année écoulée, livré à l'IRA pour plus d'un million de livres d'armes et d'équipement. Le Ministre des affaires étrangères irlandais déclare que Dublin envisagera de rompre les relations diplomatiques si Tripoli ne met pas fin à son soutien à l'IRA. |
| Septembre | A Karachi, une attaque contre un avion de la compagnie aérienne Pan Am fait plus de 20 morts et de nombreux blessés parmi les passagers. On compte au moins un Libyen parmi les personnes arrêtées par les autorités pakistanaises.  |
| 3 août    | Une base aérienne britannique à Chypre est attaquée par des individus armés de mortiers, de grenades et de mitrailleuses. Les épouses de deux soldats britanniques sont blessées. Cette attaque est revendiquée par un groupe s'intitulant "Organisation nassérienne unie", qui déclare avoir agi en représailles contre le soutien apporté par les Britanniques à l'attaque aérienne des Etats-Unis contre la Libye.  |

- 1er juillet Un homme d'affaires libyen lié au gouvernement qui a précédé celui de Kadhafi et vivant en France est retrouvé assassiné dans les environs de Paris.
- 5 juin Un ancien diplomate libyen au Pakistan est reconnu coupable d'actes de terrorisme à propos d'une série d'assassinats mais est relâché et remis à l'Ambassadeur de Libye.
- 12 mai Un officier d'extrême droite de l'armée espagnole est arrêté et accusé d'avoir abandonné son poste et de s'être rendu en Libye pour y rencontrer Kadhafi et recueillir des fonds qui permettraient à un groupe d'extrême droite espagnol de se livrer à des attentats terroristes.
- 21 avril Un ancien diplomate libyen est arrêté à Rome dans le cadre de l'enquête sur la tentative d'assassinat de l'Ambassadeur des Etats-Unis, en 1985.
- 18 avril Quatre Libyens sont arrêtés à Ankara (Turquie) pour avoir tenté une attaque contre le club des officiers de l'armée de l'air des Etats-Unis.
- 18 avril Quatre Libyens soupçonnés de s'être livrés à des actes de terrorisme contre des objectifs américains sont expulsés de France.
- 17 avril Un otage américain et deux otages britanniques sont assassinés à Beyrouth, prétendument en représailles contre l'attaque aérienne lancée par les Etats-Unis contre la Libye à partir de bases britanniques. M. Howe, Ministre des affaires étrangères et des affaires du Commonwealth, déclare que la Libye est impliquée dans ces assassinats.
- 17 avril La résidence de l'Ambassadeur du Royaume-Uni à Beyrouth est atteinte par quatre projectiles lors d'une attaque au lance-grenades revendiquée par le groupe Omda al Mukhtar, ayant des liens avec la Libye.
- 15 avril Un fonctionnaire de l'ambassade des Etats-Unis à Khartoum est gravement blessé à la tête alors qu'il rentrait chez lui en voiture de son bureau. On pense qu'il s'agit d'un attentat suscité par la Libye.
- 15 avril Des roquettes lancées par la Libye contre une base des garde-côtes des Etats-Unis dans l'île de Lampedusa (Italie) manquent leur but.
- 14 avril La République centrafricaine expulse deux diplomates libyens soupçonnés d'avoir participé à des actes de terrorisme contre des objectifs américains.

- 9 avril L'Allemagne fédérale expulse deux diplomates libyens en poste à Bonn soupçonnés d'avoir préparé des actes de terrorisme.
- 5 avril Une bombe explose à Berlin-Ouest, dans une discothèque fréquentée par des militaires américains, tuant un soldat américain et une femme turque et blessant plus de 230 personnes, le quart d'entre elles de nationalité américaine. Un deuxième soldat américain est mort des suites de ses blessures au mois de juin suivant. Des solides éléments de preuve impliquent le Bureau populaire libyen dans cet attentat.
- 28 mars Le groupe Omar Al Mukhtar, ayant des liens avec la Libye, revendique l'attaque à la roquette contre les bâtiments de l'ambassade des Etats-Unis à Beyrouth-Ouest.
- 25 mars Alors qu'elles procèdent à un exercice naval dans un périmètre nettement délimité des eaux internationales en Méditerranée, les forces des Etats-Unis sont la cible de tirs de missiles sol-air libyens.
- 10 février Des rebelles soutenus par la Libye lancent une offensive contre les forces tchadiennes dans le sud du Tchad. Le 16 février, venant en aide au Gouvernement tchadien, des appareils français bombardent un terrain d'aviation libyen situé au nord du Tchad. Le 17 février, un bombardier libyen attaque un terrain d'aviation à N'Djamena. La Libye nie toute participation à ces combats et ces bombardements. Cependant, le gouvernement Habré fait état de la présence de Libyens parmi les rebelles faits prisonniers.
- Janvier Kadhafi déclare que la Libye va entraîner, armer et protéger des guérilleros arabes en vue de "missions-suicides et terroristes".
- 27 décembre Dans les aéroports de Rome et de Vienne, des individus déclenchent des fusillades qui font 20 morts (dont quatre terroristes) et plus de 110 blessés. Parmi les morts, on compte cinq Américains. La Libye a apporté un soutien considérable au groupe d'Abu Nidal pour l'exécution de ces attentats terroristes concertés. De source tunisienne, on indique que deux passeports tunisiens utilisés par les terroristes avaient été confisqués par la Libye quelques mois auparavant.
- Novembre Un groupe soutenu par la Libye détourne vers Malte un avion de ligne égyptien.
- Novembre Une équipe de quatre agents libyens est arrêtée en Egypte alors qu'elle se préparait à attaquer une réunion d'exilés libyens. C'était essentiellement l'ancien Premier Ministre libyen, M. Bakoush, qui était visé.

/...

- Octobre Un commerçant libyen est blessé à Athènes par deux hommes armés; il avait quitté la Libye cinq ans auparavant.
- Septembre Un diplomate libyen introduit clandestinement en Tunisie une centaine de lettres piégées adressées à des journalistes. Plusieurs explosent, blessant deux employés des postes et entraînant une rupture des relations diplomatiques par la Tunisie.
- Juin Les Etats-Unis expulsent un diplomate libyen de la Mission auprès de l'ONU, l'accusant d'être impliqué dans un complot contre des dissidents libyens aux Etats-Unis.
- Avril En Allemagne fédérale, un ressortissant marocain résidant en Allemagne fédérale depuis 1960 est abattu par un Libyen, qui est arrêté sur les lieux.
- Avril Un étudiant libyen, opposant à Kadhafi est abattu à Bonn par un Libyen, qui est arrêté. L'assassin a également blessé deux passants allemands, dont l'un grièvement. La victime était en butte à des attaques du régime libyen depuis deux ans au moins.
- Avril Un homme d'affaires libyen est assassiné en plein centre de Nicosie (Chypre) par un homme armé qui n'a pas été identifié. La victime dirigeait une société de holding "off shore", et l'on pense qu'il était un opposant au régime libyen.
- Mars Kadhafi donne pour instruction à ses partisans de "faire le sacrifice de leur vie, ne serait-ce que pour mortifier l'Amérique" et appelle à l'action violente contre les Etats-Unis. Il pousse des guérillas à lancer des "missions-suicides" organisées pour renverser les gouvernements modérés du Moyen-Orient.
- Mars Un bijoutier libyen travaillant en Italie est assassiné à Rome. L'assassin abandonne sur les lieux son pistolet à silencieux.
- Février L'ancien Ambassadeur de Libye en Autriche est grièvement blessé devant sa maison à Vienne de deux coups de feu tirés depuis une voiture. La victime avait soutenu Kadhafi lorsqu'il avait pris le pouvoir en 1969, mais avait démissionné en 1980 en signe de protestation contre le régime.
- Février Le Tchad présente au Conseil de sécurité de l'ONU des éléments de preuve concernant un complot qui visait à assassiner par bombe des dirigeants tchadiens en septembre 1984.

1984

- Novembre** Le Président égyptien, M. Mubarak, annonce que quatre assassins envoyés en Egypte par Kadhafi pour tuer l'ancien Premier Ministre libyen, M. Bakoush, ont été arrêtés et contraints d'envoyer au Bureau populaire libyen à Malte des photos truquées sur lesquelles M. Bakoush semblait mort. Après quoi, des sources de presse libyennes officielles avaient annoncé que M. Bakoush avait été exécuté par des groupes-suicides envoyés à l'étranger "pour liquider les ennemis de la révolution".
- Septembre** Un exilé libyen est trouvé bâillonné et étranglé dans un hôtel de Rome (Italie). La Libye avait à plusieurs reprises demandé son extradition.
- Septembre** Des Libyens sont impliqués dans un complot visant à assassiner le Président du Tchad, M. Habré, à l'aide d'une sacoche piégée.
- 9 juillet-15 août** Dix-neuf navires sont endommagés en mer Rouge par des mines qui auraient été posées par un navire libyen transitant par cette région.
- Juin** Le rédacteur libyen, opposant à Kadhafi, d'un journal arabe d'Athènes est tué par deux hommes à moto.
- Juin** En Grèce, un commerçant d'origine libyenne, connu pour diffuser des textes d'opposition à Kadhafi dans son magasin, est abattu par un employé libyen de la ligne libyenne.
- Juin** Jana, l'agence libyenne de presse officielle annonce que "les masses libyennes ont décidé de constituer des commandos-suicides pour donner la chasse aux traîtres et à la vermine, où qu'ils soient, et les liquider physiquement".
- 12 avril** Au Royaume-Uni, une bombe cachée dans une valise abandonnée, probablement déchargée d'un avion de ligne libyen, explose à l'aéroport Heathrow de Londres, blessant 25 personnes.
- Avril** La Libye arrête des sujets britanniques sous des inculpations forgées de toutes pièces et les garde en otage pour faire pression sur le Gouvernement britannique et l'empêcher d'engager des poursuites contre le Bureau populaire libyen à Londres.
- Avril** Une policière britannique est tuée par des coups de feu tirés depuis le Bureau populaire libyen de Londres. La Grande-Bretagne ferme le Bureau et rompt les relations diplomatiques avec la Libye.

- Mars Au Royaume-Uni, quatre bombes explosent à Londres et Manchester, à proximité du domicile d'exilés libyens ou dans des commerces qu'ils fréquentent. Plus de 25 personnes sont blessées. Trois autres bombes sont désamorçées. Neuf suspects libyens sont arrêtés.
- Mars Un bombardier TU-22 libyen bombarde Omdurman (Soudan), où se trouve un émetteur radio utilisé par des opposants à Kadhafi.
- Mars Les autorités libyennes n'interviennent pas tandis que la foule incendie l'ambassade de Jordanie à Tripoli. La Jordanie rompt les relations diplomatiques.

1983

- Août La Libye fournit un appui en matériel à un coup d'Etat au Burkina Faso.
- Juillet Les forces libyennes envahissent et occupent pour la deuxième fois certaines régions du Tchad.
- Juin Huit étudiants libyens en Allemagne fédérale, tous membres d'un groupe d'opposants à Kadhafi, se plaignent d'être harcelés et menacés par des agents libyens.
- 16 avril Le Brésil intercepte 52 tonnes d'équipement militaire à bord d'un avion libyen à destination du Nicaragua.

1981

- Octobre L'assassinat prévu d'Hissène Habré, dirigeant tchadien en voyage au Soudan, échoue lorsque les Libyens envoyés pour mener l'opération se rendent.
- Octobre En Egypte, deux bombes explosent dans des bagages au cours du déchargement d'un avion arrivant de Libye via Malte.
- 19 août Au-dessus du golfe de Syrte, deux avions de chasse F-14 du porte-avions américain Nimitz abattent deux chasseurs libyens Sukhoi-22, de fabrication soviétique qui avaient ouvert le feu sur eux.
- Juillet Aux Etats-Unis, un étudiant libyen opposant à Kadhafi est tué à Ogden (Utah) dans des circonstances demeurées inexplicables.
- Juin Une bombe explose devant l'ambassade du Tchad à Khartoum.

- 6 mai            Le gouvernement Reagan évoquant les "groupes d'assassins" libyens, ordonne la fermeture de l'ambassade de Libye à Washington et l'expulsion des diplomates libyens, déclarant que le Gouvernement des Etats-Unis "ne veut avoir aucune relation avec un régime qui enfreint grossièrement les règles du comportement international".
- Février        A l'aéroport de Rome, des Libyens ouvrent le feu sur des passagers débarquant d'un vol en provenance d'Alger; ils visaient un exilé en vue, opposant à Kadhafi.
- 1980
- Octobre        Un étudiant de doctorat de l'Université d'Etat du Colorado, opposant déclaré à Kadhafi, est grièvement blessé par balle à son domicile de Fort Collins (Colorado). Les autorités accusent un ancien Béret vert d'avoir été recruté pour assassiner les dissidents opposants à Kadhafi vivant aux Etats-Unis.
- 15 février    L'ambassade des Etats-Unis à Tripoli est fermée à la suite d'attaques contre l'ambassade de France et d'une attaque que l'ambassade des Etats-Unis avait elle-même essuyée précédemment.
- 2 décembre    L'ambassade des Etats-Unis à Tripoli est incendiée; les Etats-Unis suspendent la plupart des activités diplomatiques mais laissent à l'ambassade un personnel réduit.
- Février        La Libye utilise des avions civils pour envoyer des troupes aider Idi Amin en Ouganda.

-----